

Battre Sarko-MEDEF et le fascisant régime UMP, rompre avec l'euro et avec l'Union européenne du grand capital, reconstruire la France sur les bases progressistes du Conseil National de la Résistance,

le POLE de RENAISSANCE COMMUNISTE en FRANCE (P.R.C.F.) soumet son « programme-candidat » à la classe ouvrière et au peuple de France

Exécutant politique des milliardaires, de l'OTAN et de l'Union européenne, *le fascisant régime de Sarkozy détruit méthodiquement la France* issue de 1789 et des conquêtes de la Libération. Pour gonfler les profits du CAC-40, l'*Union Maastrichtienne Patronale* (U.M.P.) n'hésite devant aucune agression :

- en violation du Non populaire à la constitution européenne (référendum du 29 mai 2005), l'indépendance nationale est bradée au Traité de Lisbonne, à l' « euro-gouvernance » et aux diktats d'Angela Merkel.

- pour « sauver l'euro », cette arme des financiers contre les salaires, les services publics et les acquis populaires, le budget de la France sera désormais soumis à Bruxelles avant d'être présenté aux députés français !

- l'armée et la diplomatie françaises sont mises au service de la politique belliqueuse des USA (Libye, Afghanistan...), de l'OTAN et des sociétés capitalistes « françaises » qui écument l'Afrique;

- base matérielle de la classe ouvrière, de l'ingénierie et de l'agriculture nationale, *le produire en France* est démantelé et délocalisé au nom de la « concurrence libre et non faussée » stipulée par Maastricht.

- le maillage territorial issu de 1789 (*Communes, départements, Etat-nation*) cède la place aux « métropoles », aux « euro-régions » et à la « gouvernance européenne ». La Sécurité sociale, les retraites par répartition, la nationalisation de l'énergie (EdF-GdF), oeuvres des ministres communistes de 1945, la Fonction publique, l'hôpital public et l'Education nationale laïque sont saignés à blanc..

- Jusqu'à la langue française qui cède au *tout-anglais patronal* avec l'aide des Péresse, Chatel et Cie!

Et pendant qu'une oligarchie de milliardaires et de parasites *pipeul* se gave sans limites, la classe ouvrière s'appauvrit, les services publics agonisent, les paysans, les marins-pêcheurs et nombre d'artisans désespèrent, des millions de chômeurs, de retraités pauvres et de jeunes précaires renoncent à se soigner, nos jeunes diplômés doivent s'expatrier et la France devient une jungle livrée au « chacun pour soi » made in USA !

Pourtant *le PS ne propose aucune alternative à cette politique ravageuse*. Et pour cause, comme DSK (ex-patron du FMI) et P. Lamy (patron de l'O.M.C., l'institution qui orchestre la mondialisation capitaliste), *le PS est à genoux devant la « construction*

européenne ». Lui aussi a violé le Non à la constitution européenne en soutenant le traité de Lisbonne. En Grèce, en Espagne, les « socialistes » Papandréou et Zapatero soumettent leur peuple à des plans de misère. Et qui a oublié le gouvernement Jospin-Aubry- Buffet (97/2002) qui, en privatisant plus que la droite et en mettant en place l'euro, a démoralisé la gauche populaire en pavant la voie de l'UMP et de la famille Le Pen ?

Quant à J.-L. Mélenchon, soutenu par un PCF de plus en plus « décaféiné », il continue de... défendre l'euro! Mais que vaudra son discours social et républicain si le *Front de gauche*, comme le NPA, continuent de propager le mensonge de « l'Europe sociale » dans le but de montrer patte blanche au PS ?

Bien entendu, les militants franchement communistes veulent ardemment balayer Sarko et Marine Le Pen, l'héritière faussement assagie d'un père admirateur patenté de Vichy et de l'OAS. Mais pour battre Sarko *et sa politique*, cessons de nous mettre à la remorque de tel ou tel homme (ou femme!) providentiel qui, une fois élu(e), s'empressera de ramper devant les « marchés financiers » au nom d'un faux « réalisme ».

L'issue véritable, c'est au contraire d'*associer à nouveau le drapeau rouge des ouvriers au drapeau tricolore de la nation* en faisant renaître avec tous les vrais communistes de ce pays, membres ou pas du PCF, un vrai parti communiste, un fort mouvement syndical de classe renouant avec les traditions CGT, un large *Front de Résistance Antifasciste, Patriotique et Progressiste (FRAPP)*. Celui-ci n'hésitera pas à :

- annuler l'ensemble des contre-réformes sarkozystes,
- sortir la France de l'UE et du maudit euro, nouer de nouveaux traités internationaux progressistes,
- reconstruire notre pays sur les bases d'avenir du C.N.R.: indépendance nationale et coopération internationale, démocratie, rôle central des travailleurs, laïcité, égalité des sexes, antifascisme et antiracisme, progrès social, appropriation populaire des grandes entreprises et des banques, renaissance des services publics... Pour cela il faut affronter le grand capital et mettre à l'ordre du jour la lutte pour une société socialiste débarrassée de l'exploitation capitaliste.

C'est pour aider le camp du travail et du progrès à reprendre l'offensive que le PRCF met en débat son programme-candidat qui résume les propositions de notre Conférence nationale. *Débattons-en* à l'atelier, au bureau, en salle des profs, à la fac, dans les quartiers et les communes rurales... et surtout, préparons-nous à l'action « tous ensemble et en même temps »!

Notre peuple n'est jamais si grand que quand, confronté à une menace mortelle, il retrouve son légendaire esprit frondeur. Face aux nouveaux esclavagistes du Capital, retrouvons-nous sur un *programme de rupture révolutionnaire* et réaffirmons que « jamais, non jamais, le peuple de France ne sera un peuple d'esclaves » (appel de Jacques Duclos et de Maurice Thorez, dirigeants clandestins du PCF, le 10 juillet 1940).

Le PRCF propose 75 mesures progressistes pour reconstruire la France en rompant franchement avec la politique UMP et avec l'Europe du capital.

1. FAIRE RENAITRE une FRANCE LIBRE, INDEPENDANTE et SOUVERAINE

1.1. Proclamer la *suprématie du droit, de la Constitution et des lois françaises sur les « directives » européennes*; récuser par avance toutes les prétendues sanctions et admonestations de Bruxelles et de Francfort;

1.2. Planifier le *retrait de la France de l'U.E. et du désastreux euro*, reconstituer la *souveraineté politique, monétaire, budgétaire, économique et sociale du peuple français* ; *Dénoncer la « dette » de la France à l'égard des banques et des marchés financiers*, notamment en dévaluant le franc qui succèdera à l'euro sur la base $1 F=1 \text{ €}$. Reconnaître les créances des petits porteurs. Instituer un financement sain de l'Etat en taxant les riches, les transactions financières et l'héritage des milliardaires. Rapatrier les réserves d'or de la France et en obligeant la Banque de France à financer l'Etat à un taux décent.

1.3. *Retirer la France de l'OTAN*, reconstituer une armée citoyenne exclusivement occupée à défendre le territoire national; retirer les troupes françaises de Libye, de Yougoslavie, d'Afghanistan...

1.4. *Promouvoir la langue française* contre le *tout-anglais patronal* (enseignement, recherche, commerce, pub...); promouvoir les langues dites régionales en tant que patrimoine culturel de la nation; renforcer l'enseignement des langues étrangères dans leur diversité en exigeant la réciprocité à l'étranger pour notre langue; exiger que tous les produits importés soient étiquetés et présentés en français ;

1.5. Donner aux collectivités territoriales les moyens d'empêcher les riches étrangers, qui détruisent les services publics dans leur propre pays, d'accaparer de vastes portions du territoire français alors même que les travailleurs du lieu ne peuvent plus se loger en raison de la cherté des loyers ;

2. CONSTITUER une NOUVELLE REPUBLIQUE SOCIALE, DEMOCRATIQUE et INDIVISIBLE, METTRE LE MONDE DU TRAVAIL AU CENTRE de la VIE NATIONALE.

2.1. Abolir la monarchie électorale que constitue l'actuel régime présidentiel ; convoquer une Assemblée constituante pour instituer une *République indépendante, sociale, démocratique, laïque et populaire*; la doter d'institutions telles que rien ne puisse être fait contre les travailleurs, qui constituent l'écrasante majorité de la population française ;

2.2. Instaurer la *proportionnelle à toutes les élections*;

2.3. Abolir les lois liberticides de Sarkozy, en finir avec la chasse aux travailleurs immigrés et avec la xénophobie d'Etat; interdire les partis fascistes et racistes, combattre les entreprises communautaristes, séparatistes ou mafieuses visant à diviser les citoyens sur des bases « ethniques » ou religieuses ;

2.4. Développer la *démocratie participative et populaire* dans les grandes entreprises, les services publics, les com-munes, etc.; instituer le principe du mandat révocable pour placer les élus sous le contrôle permanent des électeurs;

2.5. Revenir au principe d'une *république laïque*, où l'Etat est totalement séparé des Eglises; reconstituer la république une et indivisible, *en finir avec l'euro-régionalisation et avec la « métropolisation » du pays*, mettre un terme aux pratiques de type féodal qu'a permises la « décentralisation » mise en place par l'UMPS ;

2.6. *Démocratiser les médias*, couper leurs liens avec le capital, étendre le pluralisme démocratique, l'information libre et objective, le débat citoyen ; revitaliser et actualiser les ordonnances de 1945 démocratisant la presse écrite; *mobiliser et démocratiser l'outil informatique pour systématiser la consultation directe des citoyens*;

3. NATIONALISER DEMOCRATIQUEMENT le SECTEUR FINANCIER et le CAC-40 pour REINDUSTRIALISER notre pays, PRODUIRE, CHERCHER, créer EN FRANCE;

3.1. *Interdire les délocalisations* et confisquer toute entreprise procédant à des licenciements collectifs après avoir perçu des fonds publics; suspendre tout projet tendant à privatiser ou à libéraliser un secteur économique; remettre en cause radicalement « l'économie de marché ouverte sur le monde où la concurrence est libre et non faussée » imposée par l'OMC, le FMI, les traités européens supranationaux et néolibéraux;

3.2. (Re-)Nationaliser, sans indemniser les gros actionnaires, *l'ensemble du secteur financier, bancaire et assurantiel*; orienter ce secteur vers la création d'emplois, l'aide aux PME et la *ré-industrialisation du pays*; nationaliser tout le CAC-40 ainsi que toute très grande entreprise d'intérêt stratégique : grande industrie, armement, commerce de gros et grande distribution, ports et aéroports, téléphonie, ferroviaire... ; constituer un *pôle énergétique 100% public* fédérant EdF, GdF, Suez, AREVA et privilégiant la sûreté des installations, le contrôle citoyen, la recherche, des tarifs bas pour les particuliers et les PME créatrices d'emplois; re-nationaliser Renault et mettre en place une *filiale automobile franco-française* avec un statut protecteur pour les salariés de la filière, équipementiers compris; mise en place d'une *gestion démocratique tripartite des grandes entreprises nationalisées* : Etat, salariés, usagers.

3.3. Instaurer une *planification démocratique nationale ancrée sur le secteur public bancaire et industriel* de manière à valoriser harmonieusement tout le territoire national; mettre en place une *stratégie industrielle et agricole nationale*; cette planification devra largement solliciter l'intervention des travailleurs et des citoyens.

3.4; *Taxer le fret routier international*, développer le ferroutage, reconstituer une *SNCF opérationnelle* et bon marché, re-nationaliser Air-France et « Régional »;

3.5. *Abolir la contre-réforme Pécresse de la Recherche, refonder et libérer la recherche publique*;

3.6. Mettre en place des mécanismes économiques permettant de payer le prix du travail des paysans et des marins-pêcheurs, de favoriser l'agriculture paysanne de qualité et non les gros agrariens ou les actionnaires des grandes surfaces, de soumettre la grande distribution aux consommateurs, aux paysans et à l'intérêt de la nation;

3.7. *Régulariser les travailleurs sans papiers* actuellement présents et parallèlement, instaurer une *planification démocratique de la main-d'oeuvre: former et employer prioritairement les travailleurs, français et immigrés, déjà présents en France*, refuser toute nouvelle immigration de main-d'oeuvre, mettre en place avec les pays ex-colonisés des politiques de co-développement concrétisant le droit pour chacun, candidat à l'émigration ou à l'immigration, de vivre et de travailler au pays;

3.8. Mobiliser les collectivités locales, les services publics, les banques nationalisées pour promouvoir les entreprises coopératives se passant des capitalistes, et notamment les SCOP; raviver l'esprit mutualiste en l'affranchissant des fonctionnements euro-capitalistes; revitaliser le commerce de proximité dans les quartiers et les zones rurales;

4. REDUIRE LES INEGALITES, ABROGER les CONTRE-REFORMES de l'UMP et de Bruxelles, renouer avec le PROGRES SOCIAL, AUGMENTER les SALAIRES, reconstituer les ACQUIS SOCIAUX et les SERVICES PUBLICS;

4.1. Sanctionner lourdement toute discrimination (emploi, promotions, logement...) fondée sur le sexe, l'ethnie, la religion, l'orientation sexuelle, les choix politiques ou syndicaux, l'âge, etc.;

4.2. Augmenter sensiblement le SMIC, les bas et les moyens salaires en mutualisant les efforts à consentir par chaque filière de production de manière que les grandes entreprises contribuent à

l'augmentation du pouvoir d'achat des salariés de la sous-traitance; *augmenter les minima sociaux et les indemnités chômage*;

4.3. *Reconstituer de vrais services publics d'Etat et/ou territoriaux* en favorisant l'égalité des citoyens; retour au monopole public pour l'énergie, le rail, la poste, les Télécoms, etc.

4.4. Reconstituer le niveau de *remboursement des soins médicaux*, supprimer les droits d'inscription scolaires et universitaires; annuler les contre-réformes Balladur-Fillon-Woerth sur les retraites et revenir au droit pour tous de partir à 60 ans (55 ou 50 pour les métiers éprouvants pour la santé), à 37 ans ½ avec au minimum 75% du meilleur salaire;

4.5. Taxer la spéculation immobilière, réquisitionner les logements vides à caractère spéculatif, aller vers l'extinction du mal-logement; valoriser l'épargne populaire qui, par l'intermédiaire des caisses d'épargne et de la C.D.C., doit financer à nouveau le logement social;

4.6. Révolutionner l'urbanisme de manière à *briser les ghettos, à mixer la population*, à préserver et à développer les zones rurales, à *mutualiser les impôts locaux* perçus par les villes (départements, régions) riches et les villes pauvres (départements, régions) de manière à rétablir l'égalité des citoyens devant le lieu de résidence; faire obligation aux services publics et aux grandes surfaces à mailler tous les territoires à égalité (en partenariat avec le commerçants et les producteurs locaux);

4.7. **Révolutionner la fiscalité** en revenant sur les cadeaux accordés aux plus riches ; **confisquer la fortune des « expatriés fiscaux »**; rétablir le **contrôle des change** ; pour commencer, restaurer le niveau de répartition des revenus entre capital et travail qui prévalait au début des années 70; faire en sorte que le CAC-40 paie en proportion beaucoup plus d'impôt que les PME; Diminuer la TVA et aller vers la suppression de la CSG et du RDS; augmenter l'impôt sur le capital, la fortune (à l'exception des successions sur la résidence principale et les biens courants du testateur), les dividendes, les plus-values boursières, les très hauts « salaires »; interdire les stocks-options, les parachutes dorés, les retraites-chapeaux;

4.9. *Consolider les statuts publics, le droit du travail, les libertés syndicales et les conventions collectives*;

4.10. *Diminuer sensiblement les rémunérations et les avantages liés aux fonctions électives*;

4.11. *Abroger les lois Balladur/Fillon 1 et 2 sur les retraites*, faire en priorité qu'aucune pension issue d'un revenu du travail ne soit inférieure au SMIC pour 37ans ½ de cotisation.

4.12. Faire en sorte qu'avant cinq ans, la précarité soit résorbée dans la fonction publique au profit de l'emploi statutaire, que le CDI couvre l'écrasante majorité des emplois dans le secteur privé, que les heures supplémentaires et l'emploi intérimaire soient interdits dans les entreprises ayant procédé à des licenciements collectifs.

4.13. Instituer une *taxe à la frontière pour tout camion transportant du fret international* et affecter le produit de cette taxe, a) au ferroutage, b) à la ré-industrialisation de la France, c) aux efforts de dé-pollution atmosphérique;

4.14 Annuler le sur-endettement des ménages consécutif à un licenciement économique ou à un déclassé salarial. Liquider les entreprises pratiquant une des multiples variantes aujourd'hui légale d'usure.

4.15. Revenir à la loi Quillot dans le domaine des rapports entre bailleurs et locataires;

5. LIBERTE, EGALITE, FRATERNITE, LAICITE, SECURITE REPUBLICAINE POUR TOUS et pour TOUTES !

5.1. *Elargir les libertés syndicales, les moyens concrets de s'organiser politiquement*, y compris dans les grandes entreprises et les services publics; supprimer le financement public des partis, qui aboutit à leur monopole politique, mais mettre partout à la disposition des partis et des citoyens, des

salles de réunion, des moyens de diffuser leurs idées, de les afficher, d'accéder aux médias;

5.2. *Démocratiser la presse et les médias* en les soustrayant à la domination du capital et de la réaction;

5.3. Refonder démocratiquement le *droit du travail*; punir tout harcèlement patronal contre les salariés;

5.4. Pénaliser les entreprises qui bafouent la parité salariale et l'égalité du déroulement de carrière des hommes et des femmes;

5.5. Rénover en profondeur la justice et le monde carcéral en combattant leur dimension de classe au service des privilégiés; parallèlement, mettre le paquet contre la délinquance organisée et contre le commerce de drogue;

5.7. *Démocratiser l'armée*; tout en éduquant l'encadrement militaire professionnel dans un esprit patriotique, anticolonial, antiraciste et républicain, rétablir un service militaire de 6 mois à 1 an pour les volontaires, tout(e) jeune Français(e) devant être en capacité de défendre par lui-même la République. De larges droits citoyens seront dévolus aux appelé(e)s.

5.8. *Démocratiser en profondeur la police*, en proscrire les éléments fascistes, démocratiser la magistrature. Mettre fin aux milices privées et rétablir le monopole de la police nationale en matière de sûreté publique. Dissoudre les corps spécialisés dans la répression du mouvement populaire. En finir avec les excès de la vidéo-surveillance.

5.9. *Interdire les partis racistes et fascistes*.

5.10. Protéger les droits des jeunes filles contre l'oppression sexuelle, fût-ce sous des prétextes religieux;

5.11. Respecter rigoureusement la loi laïque de 1905. *Concevoir dynamiquement la laïcité* comme promotion de l'esprit critique, de la rationalité, du mode de pensée scientifique, de la démocratie et des « Lumières ».

5.12. Dans les familles, à l'école, dans les médias, à l'entreprise, à l'armée, dans les quartiers, sur la route, promouvoir l'esprit civique, la solidarité internationale, le patriotisme républicain, la fraternité humaine, le respect des différences, faire reculer l'individualisme borné, l'irrespect pour autrui, l'incivilité, le culte du chacun pour soi, la loi du plus fort et du plus riche, combattre le culte brutal de l'argent.

5.13. Promouvoir l'EPS, le sport amateur, la musique et les pratiques culturelles de masse; combattre la « société du tout-spectacle », le consumérisme absurde, la « pipolisation » de la vie politique, sportive et artistique, l'américanisation du langage et des moeurs (qu'il ne faut pas confondre avec l'apport culturel des progressistes américains);

5.14. Nationaliser, soustraire au profit privé et gérer de manière démocratique et décentralisée l'ensemble des moyens destinés au 4ème âge qui sont actuellement subventionnés par l'argent public; tout citoyen doit pouvoir compter pour sa fin de vie soit sur un accueil en maison de retraite médicalisée, soit sur une aide à domicile suffisante, et cela sans que soit demandé au bénéficiaire ou à ses héritiers davantage que l'apport de ses propres ressources mensuelles, éventuellement défalquées d'une ½ part destinée au conjoint plus jeune ou en bonne santé.

6. REFONDER L'ECOLE REPUBLICAINE, promouvoir une NOUVELLE AVANCEE des LUMIERES pour tous!

6.1. Reconstruire une *Education nationale démocratisée et de qualité pour tous*; généraliser le second degré long (général et technologique); revenir à la carte scolaire et briser les ghettos scolaires; fixer pour objectif à l'école, non pas l'« employabilité » à la sauce capitaliste, mais la formation du citoyen, du travailleur, de l'être humain;

6.2. *Revaloriser financièrement, statutairement, professionnellement et moralement le corps enseignant* ; lui rendre les moyens de se faire respecter et de *faire respecter la culture et les règles du vivre ensemble* ; soutenir les enseignants face aux comportements méprisants et violents; parallèlement développer le droit des lycéens à s'organiser syndicalement dans les établissements; renforcer le *statut des fonctionnaires et des enseignants*, garantie juridique de la laïcité scolaire, de l'indépendance des maîtres et de leur total engagement républicain au service de la nation.

6.3. Engager la *nationalisation laïque de l'enseignement privé* sous le principe: *à fonds publics, école publique* ; interdire aux établissements privés de se défaire de leurs élèves faibles ou de les « déclasser »

6.4. Développer puissamment le *réseau public de crèches et d'écoles maternelles* en revenant aux fondamentaux de cet enseignement; développer et encadrer les activités collectives des enfants et de la jeunesse (loisir, sport, culture);

6.5. *Abroger les contre-réformes scolaires* (Jospin 89, Allègre, Fillon, Darcos, Chatel) qui ont déstabilisé le collège et le lycée; *Abolir la loi Pécresse* (université et recherche); revenir au financement d'État des facs; retirer leurs privilèges aux grandes écoles privées payantes et aux « universités » confessionnelles; instaurer une gestion démocratique des facs ; restaurer l'unité et les principes fondamentaux du CNRS, en finir avec la marchandisation de la recherche; démocratiser le système « classes prépas/Grandes écoles » en préservant son souci républicain d'excellence;

6.6. Tout en approfondissant le lien entre école et monde du travail, en finir avec la mainmise du patronat sur les formations et sur l' « alternance »;

6.7. *Démocratiser l'accès aux diplômes, au bac* (qui doit rester un examen national, final et anonyme) au Supérieur sans transiger sur la qualité des formations; en finir avec le désastreux enseignement d'inspiration anglo-saxonne basé sur d'insaisissables « compétences » sans réel contenu rationnel ; développer le lien « diplôme national / convention collective de branche ».

6.8. Développer fortement l'enseignement du français, du raisonnement logique et mathématique, de l'Education physique et sportive, de l'histoire-géo et des sciences écos, de la démarche expérimentale, de la culture musicale et artistique, de la philosophie, favoriser l'intérêt précoce de tous pour l'activité et les savoirs techniques.

6.9. Prévoir à tous niveaux de *multiples filières et passerelles* permettant aux élèves de s'orienter ou de se réorienter de manière motivée et positive.

6.10. Défendre le patrimoine culturel national, promouvoir la création culturelle de haut niveau et démocratiser l'accès à la haute culture pour tous ; soutenir la création en français et dans les langues régionales de France ;

6.11. Exiger que les manuels scolaires officiels cessent de criminaliser de manière totalitaire le communisme et les révolutions populaires, qu'un véritable débat pluraliste soit ouvert à ce sujet, que les jeunes Français se réapproprient l'histoire de leur pays, que les horreurs de la colonisation ne soient plus occultées, que l'héritage du mouvement ouvrier, de la Résistance antifasciste, que le programme du CNR soient connus de tous, que l'euro-formatage totalitaire des jeunes cerveaux cesse dans les lycées, que chaque élève soit clairement conscient de l'origine révolutionnaire du drapeau tricolore, de la *Marseillaise* et de la devise républicaine.

7. COMBATTRE L'IMPERIALISME, DEFENDRE la PAIX MONDIALE et la SOUVERAINETE DES PEUPLES, COOPERER avec tous les continents!

7.1. « *Un peuple qui en opprime d'autres ne saurait être libre* » (Marx): planifier le *retrait des troupes françaises d'Afrique, de Yougoslavie, d'Afghanistan, de Libye*;

7.2. Tenir des *référendums d'autodétermination dans les DOM-TOM* qui en feront la demande; proposer cependant que les DOM restent dans la République (l'affirmation par un DOM-TOM qu'il veut

rester dans la République sera reçue comme un devoir d'honneur pour la France de rompre totalement avec les rapports néo-coloniaux hérités du passé). Respecter leur volonté d'indépendance si telle est leur décision et redéfinir les relations de pays à pays sur des bases égalitaires.

7.3. Affirmer le *droit des Palestiniens à leur Etat uni et souverain*. Exiger le respect des résolutions de l'ONU par Israël. Exiger le départ des troupes US d'Irak qui doit s'autodéterminer sans ingérence. Soutenir les efforts démocratiques du peuple tunisien frère. Sanctionner lourdement toute forme d'antisémitisme et d'islamophobie. Refuser les projets de guerre US contre l'Iran.

7.4. *Dénoncer l'embargo US contre Cuba, développer les échanges avec l'ensemble des pays de l'ALBA*: Venezuela, Bolivie, Cuba, etc. ; demander officiellement aux USA la libération de leurs prisonniers politiques, notamment Mumia Abu-Jamal, Léonard Peltier et les 5 patriotes cubains emprisonnés à Miami pour leur action antiterroriste.

7.5. Dynamiser les relations de la France avec la Chine, l'Afrique et le monde arabe, l'Amérique latine, la Russie, *affranchir la France de sa subordination à l'Empire euro-atlantique*; tisser de *nouveaux traités internationaux progressistes respectueux de la souveraineté des peuples et des acquis populaires*;

7.6. *Refuser la domination mondiale du dollar*, engager des discussions avec la Chine, l'Inde, le Brésil, la Russie, etc. sur la rénovation totale des rapports monétaires mondiaux; contester radicalement le libre-échange mondial, prête-nom de la domination planétaire des monopoles capitalistes, promouvoir les relations égalitaires d'Etat à Etat.

7.7. Engager une campagne mondiale pour la *liquidation de la « dette » des pays pauvres*, pour l'extirpation de la famine et de la malnutrition, contre les pratiques de ceux qui spéculent sur les céréales; proposer que les 10 000 plus grosses fortunes mondiales paient chaque année à la F.A.O. les sommes nécessaires pour liquider la malnutrition dans le monde (les 300 plus grosses fortunes mondiales additionnées possèdent autant que le milliard d'hommes le plus pauvre!).

7.8. *Re-dynamiser la francophonie*, qui doit devenir un point d'appui pour le droit de tous les peuples à développer leur langue et leur culture sans céder au totalitarisme du contre-modèle américain.

7.9. Sans être dupe du caractère actuel de l'ONU, exiger le respect de sa charte, notamment la non-ingérence des grandes puissances dans les affaires d'un pays souverain, *opposer le veto français à toute guerre impérialiste*.

8. DEFENDRE L'ENVIRONNEMENT CONTRE le TOUT-PROFIT!

9.1. Imposer la *re-nationalisation franche d'EDF-GDF* et construire un dispositif public uni, transparent et démocratisé (EDF/Suez-Areva) de production et de distribution d'énergie; dynamiser la recherche sur le traitement des déchets nucléaires, sur la fission, sur la sécurisation maximale des centrales; mettre en place une filière française de sécurisation et de démantèlement des centrales; diversifier les sources d'énergie; explorer la possible exploitation du charbon français par gazéification en profondeur. Relancer l'électricité d'origine hydraulique. Faire échec à la prétention de Berlin de consommer l'électricité issue des centrales françaises tout en menant campagne pour culpabiliser notre pays sur ce terrain. Demander que la RFA réduise ses émissions de CO2 d'origine thermique.

9.2. Réduire le C.O.2 en s'attaquant au fret autoroutier international, en re-localisant les productions en France, en développant le transport ferroviaire et fluvial, en favorisant les transports en commun;

9.3. Reconstituer le *ministère de l'Équipement, l'ONF, l'aménagement du territoire*; les doter des moyens nécessaires pour aider au développement éco-compatible de tout le territoire; reconstituer la forêt et la filière bois;

9.4. *Nationaliser le traitement et la distribution d'eau*, réduire sensiblement son coût pour le consommateur ;

- 9.5. Faire respecter avec rigueur la loi littorale, *en finir avec la privatisation du littoral*;
- 9.6. Relancer au maximum, par l'aide aux comités d'entreprise, aux villages de vacances à caractère social et aux colonies de vacances, un *véritable tourisme populaire*; généraliser le chèque-vacances;
- 9.7. Mettre en place de manière concertée une gestion nationale et démocratique des ressources cynégétiques et halieutiques, refuser tout diktat de Bruxelles sur ce terrain; défendre les productions agricoles et la gastronomie françaises sous toutes leurs formes (bien entendu en s'ouvrant à toute autre forme de gastronomie!);
- 9.8. Réglementer la publicité à l'entrée des villes; interdire les pubs en anglais destinées au public francophone. Mettre partout en place des espaces gratuits à la disposition des jeunes artistes, poètes, musiciens, peintres, architectes, etc.